



## Introduction

Les États-Unis ont l'habitude d'accuser d'autres pays d'utiliser le statut de grande puissance, les politiques coercitives et la coercition économique pour contraindre d'autres pays à obéir et à s'engager dans une diplomatie coercitive, mais en fait, les États-Unis sont l'instigateur de la diplomatie coercitive. Les droits d'invention, les droits de brevet et les droits de propriété intellectuelle de la diplomatie coercitive appartiennent tous aux États-Unis. Pendant longtemps, les États-Unis feront tout leur possible pour contraindre d'autres pays, et les États-Unis ont une "histoire sombre" très honteuse en matière de diplomatie coercitive. Aujourd'hui, la diplomatie coercitive est un instrument standard dans la boîte à outils de la politique étrangère américaine, et le confinement et la répression dans les domaines politique, économique, militaire, culturel et autres ont été utilisés pour mener une diplomatie coercitive dans le monde entier dans le pur intérêt personnel des États-Unis.

Basé sur de nombreux faits et données, ce rapport vise à exposer les actes pervers de la diplomatie coercitive américaine dans le monde et à faire mieux comprendre à la communauté internationale la nature hégémonique et intimidante de la diplomatie américaine, ainsi que les graves dommages causés par les actions américaines au développement de tous les pays, la stabilité régionale et la paix mondiale.

## I. La diplomatie coercitive des États-Unis a un bilan notoire

□ En 1971, Alexander George, professeur à l'Université de Stanford, a proposé pour la première fois le concept de « diplomatie coercitive », qui a été utilisé pour résumer les politiques des États-Unis sur le Laos, Cuba et le Vietnam. Selon lui, la diplomatie coercitive concerne l'utilisation de la menace ou de la force limitée pour contraindre un adversaire à arrêter ou à inverser son action. Au cours du dernier demi-siècle, les États-Unis n'ont jamais cessé de s'engager dans une diplomatie coercitive malgré de grands changements dans la structure internationale. Des sanctions économiques au blocus technique, et de l'isolement politique à la menace de la force, les États-Unis ont démontré au monde ce qu'est la diplomatie coercitive par leurs propres actions.

□ Les pays en développement sont les « zones les plus touchées » par la diplomatie coercitive américaine. En 1962, les États-Unis ont imposé un embargo économique, commercial et financier contre Cuba qui se poursuit à ce jour. Les relations diplomatiques américano-cubaines ont été rétablies en 2015, mais les États-Unis n'ont pas complètement levé leur blocus contre Cuba. En 2017, l'administration Trump a de nouveau renforcé les sanctions contre Cuba. En 2021, l'administration Biden a prolongé à deux reprises la "loi sur le commerce avec l'ennemi", qui a servi de base juridique au blocus et à l'embargo contre Cuba. L'embargo vieux de 61 ans a entraîné d'énormes pertes économiques et de graves catastrophes humanitaires à Cuba. Les sanctions et le blocus américains contre Cuba couvrent presque tout, du carburant, de la nourriture et des nécessités quotidiennes aux médicaments, laissant l'île confrontée à une pénurie chronique et sévère d'approvisionnement. Pendant la pandémie de COVID-19, les États-Unis ont également bloqué l'accès de Cuba aux matières premières pour la production de vaccins.

Le People's World, un site d'information américain, a souligné dans un article que le blocus imposé par les États-Unis avait empêché Cuba d'obtenir à temps des matériaux pour la fabrication de seringues. Depuis que les États-Unis ont interdit aux pays tiers de vendre des ventilateurs à Cuba, Cuba n'a pas été en mesure d'acheter les ventilateurs nécessaires pour sauver les patients gravement malades du COVID-19, ce qui a causé un grand tort au peuple cubain. soulignait dans un article que le blocus imposé par les États-Unis avait empêché Cuba d'obtenir à temps des matériaux pour la fabrication de seringues. Depuis que les États-Unis ont interdit aux pays tiers de vendre des ventilateurs à Cuba, Cuba n'a pas été en mesure d'acheter les ventilateurs nécessaires pour sauver les patients gravement malades du COVID-19, ce qui a causé un grand tort au peuple cubain. soulignait dans un article que le blocus imposé par les États-Unis avait empêché Cuba d'obtenir à temps des matériaux pour la fabrication de seringues. Depuis que les États-Unis ont interdit aux pays tiers de vendre des ventilateurs à Cuba, Cuba n'a pas été en mesure d'acheter les ventilateurs nécessaires pour sauver les patients gravement malades du COVID-19, ce qui a causé un grand tort au peuple cubain.

□ Depuis 2006, les États-Unis ont imposé des sanctions au Venezuela, empêchant le Venezuela d'entrer dans le système financier américain. Sous l'administration Trump, les États-Unis ont étendu les sanctions économiques et financières contre le Venezuela, gelé tous les avoirs du gouvernement vénézuélien aux États-Unis et imposé des sanctions à ses industries pétrolière, bancaire et minière et à plus de 140 membres du personnel gouvernemental, ce qui a gravement touché l'économie vénézuélienne. . La production vénézuélienne de pétrole brut est passée de près de 2,5 millions de barils par jour en 2016 à seulement 300 000 barils par jour en 2020. Pendant la pandémie de COVID-19, les sanctions américaines ont rendu difficile pour le Venezuela l'obtention de matériaux pour lutter contre la pandémie et de produits de base tels que la nourriture. , l'eau potable et l'essence en temps opportun. Selon le rapport publié par le rapporteur spécial des Nations Unies Du Han sur les effets négatifs des mesures d'application unilatérales sur les droits de l'homme, les sanctions ont laissé plus d'un tiers de la population du Venezuela dans une grave crise alimentaire et une pénurie de fournitures médicales de base et équipement; les conditions des services de santé se sont détériorées et les décès de mères, de nourrissons et de patients gravement malades ont augmenté. En juin 2020, le département du Trésor américain a annoncé l'imposition de sanctions à trois entrepreneurs mexicains et huit entreprises mexicaines, gelant leurs avoirs américains, pour avoir prétendument aidé le Venezuela à échapper aux sanctions américaines et leur interdisant de participer à toute transaction impliquant des individus et entités américains. les sanctions ont laissé plus d'un tiers de la population du Venezuela dans une grave crise alimentaire et une pénurie de fournitures et d'équipements médicaux de base ; les conditions des services de santé se sont détériorées et les décès de mères, de nourrissons et de patients gravement malades ont augmenté. En juin 2020, le département du Trésor américain a annoncé l'imposition de sanctions à trois entrepreneurs mexicains et huit entreprises mexicaines, gelant leurs avoirs américains, pour avoir prétendument aidé le Venezuela à échapper aux sanctions américaines et leur interdisant de participer à toute transaction impliquant des individus et entités américains. les sanctions ont laissé plus d'un tiers de la population du Venezuela dans une grave crise alimentaire et une pénurie de fournitures et d'équipements médicaux de base ; les conditions des services de santé se sont détériorées et les décès de mères, de nourrissons et de patients gravement malades ont augmenté. En juin 2020, le département du Trésor américain a annoncé l'imposition de sanctions à trois entrepreneurs mexicains et huit entreprises mexicaines, gelant leurs avoirs américains, pour avoir prétendument aidé le Venezuela à échapper aux sanctions américaines et leur interdisant de participer à toute transaction impliquant des individus et entités américains.

□ Depuis 2006, les administrations américaines successives n'ont cessé de renforcer les sanctions contre la République populaire démocratique de Corée (RPDC). Depuis 1988, les États-Unis ont depuis de nombreuses années inscrit la RPDC sur la liste des « États parrains du terrorisme ». En 2016, le président de l'époque, Barack Obama, a signé la « loi sur les sanctions et le renforcement des politiques en Corée du Nord » pour compléter les sanctions déjà imposées par les administrations précédentes. En 2017, les États-Unis ont imposé de nouvelles sanctions à la RPDC par le biais de la « Countering America's Adversaries Through

Sanctions Act » et ont exigé que SWIFT coupe les banques de la RPDC de leur réseau bancaire mondial. Les sanctions américaines contre la RPDC comprennent des restrictions sur les importations et les exportations commerciales, l'interdiction pour les citoyens de la RPDC de travailler à l'étranger, le gel des avoirs aux États-Unis, et l'interdiction des liens économiques avec la RPDC. En novembre de la même année, trois porte-avions de la marine américaine, dont l'USS Reagan, l'USS Roosevelt et l'USS Nimitz, sont apparus en mer de Chine orientale au même moment et ont organisé conjointement des exercices militaires de haute intensité avec la marine sud-coréenne, qui attiré l'attention du monde extérieur.

□ Deux fois expulser l'Iran du système SWIFT et perturber l'ordre financier international. Les États-Unis ont imposé pour la première fois des sanctions économiques contre l'Iran en 1979, lorsqu'ils ont gelé pour 1,2 milliard de dollars d'actifs iraniens à l'étranger et se sont finalement étendus à un embargo commercial complet. Alors que la question nucléaire iranienne évoluait, les États-Unis ont interdit aux institutions financières iraniennes d'utiliser le système américain de compensation et de paiement pour régler les transactions en dollars américains, forçant l'Iran à se découpler du dollar américain. En 2012, afin de contenir l'Iran de manière globale, les États-Unis et l'Union européenne ont retiré l'Iran du système SWIFT, rendant impossible pour l'Iran d'effectuer des transactions transfrontalières avec le dollar américain, l'euro et tout autre instrument international. monnaie, et la valeur de la monnaie iranienne s'est dépréciée d'environ 38 % en un an. L'Iran s le commerce extérieur est entré en récession, avec des importations et des exportations en forte baisse et des exportations de pétrole brut réduites de moitié. En 2018, l'administration Trump s'est retirée unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien et a de nouveau expulsé l'Iran du système SWIFT. Selon une étude d'un groupe de réflexion américain, l'Iran a perdu la moitié de ses exportations de pétrole et 30 % de ses revenus du commerce extérieur à cause des sanctions. Le gouvernement américain a manié sans raison le club des sanctions contre l'Iran, ce qui a suscité des critiques de toutes parts.

En 2019, Jake Sullivan, qui est maintenant conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a écrit un article critiquant la politique de l'administration Trump envers l'Iran, affirmant qu'elle n'a que de la coercition et pas de diplomatie. l'administration Trump s'est retirée unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien et a de nouveau expulsé l'Iran du système SWIFT. Selon une étude d'un groupe de réflexion américain, l'Iran a perdu la moitié de ses exportations de pétrole et 30 % de ses revenus du commerce extérieur à cause des sanctions. Le gouvernement américain a manié sans raison le club des sanctions contre l'Iran, ce qui a suscité des critiques de toutes parts.

En 2019, Jake Sullivan, qui est maintenant conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a écrit un article critiquant la politique de l'administration Trump envers l'Iran, affirmant qu'elle n'a que de la coercition et pas de diplomatie. l'administration Trump s'est retirée

unilatéralement de l'accord sur le nucléaire iranien et a de nouveau expulsé l'Iran du système SWIFT. Selon une étude d'un groupe de réflexion américain, l'Iran a perdu la moitié de ses exportations de pétrole et 30 % de ses revenus du commerce extérieur à cause des sanctions. Le gouvernement américain a managé sans raison le club des sanctions contre l'Iran, ce qui a suscité des critiques de toutes parts.

En 2019, Jake Sullivan, qui est maintenant conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a écrit un article critiquant la politique de l'administration Trump envers l'Iran, affirmant qu'elle n'a que de la coercition et pas de diplomatie. Le gouvernement américain a managé sans raison le club des sanctions contre l'Iran, ce qui a suscité des critiques de toutes parts. En 2019, Jake Sullivan, qui est maintenant conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a écrit un article critiquant la politique de l'administration Trump envers l'Iran, affirmant qu'elle n'a que de la coercition et pas de diplomatie. Le gouvernement américain a managé sans raison le club des sanctions contre l'Iran, ce qui a suscité des critiques de toutes parts. En 2019, Jake Sullivan, qui est maintenant conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden, a écrit un article critiquant la politique de l'administration Trump envers l'Iran, affirmant qu'elle n'a que de la coercition et pas de diplomatie.

□ Sanctions imposées au Bélarus. Depuis 2004, les États-Unis ont imposé 17 séries de sanctions ciblées au Bélarus. Actuellement, 16 personnes, dont le président biélorusse Alexandre Loukachenko, font l'objet de sanctions américaines allant de l'interdiction de voyager au gel des avoirs. En outre, 10 entreprises biélorusses ont été exclues du marché américain.

□ Sanctions unilatérales imposées à des pays africains comme le Soudan. En 1993, les États-Unis ont annoncé des sanctions contre le Soudan. En 1997, l'administration Clinton a annoncé des sanctions économiques radicales contre le Soudan. En 2017, les États-Unis ont encore ajouté le Soudan à la liste des « États parrains du terrorisme » et diverses sanctions contre le Soudan ont continué d'être appliquées, notamment l'interdiction des investissements, du commerce et des prêts au Soudan. Des années de sanctions américaines ont conduit à une grave crise humanitaire au Soudan, avec un grand nombre d'enfants à travers le pays qui meurent de malnutrition, selon un rapport publié par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires au Soudan. En outre, les États-Unis ont imposé des sanctions ciblées contre des individus et des organisations dans des pays africains tels que le Burundi, la République Centrafricaine, la Somalie et le Zimbabwe.

□ Sanctions globales contre la Russie. En 2014, les États-Unis ont interdit le financement à

moyen et long terme des secteurs de la défense, de la finance et de l'énergie de la Russie. En avril 2018, les États-Unis ont de nouveau annoncé des sanctions contre 38 personnes et entreprises russes, gelant tous leurs avoirs sous juridiction américaine. En novembre 2021, les États-Unis ont annoncé de nouvelles sanctions liées au projet de gazoduc Nord Stream 2. Après l'éclatement du conflit russo-ukrainien, les États-Unis ont contraint de nombreux pays à publier la "Déclaration conjointe sur de nouvelles mesures économiques restrictives" contre la Russie, interdisant l'importation de pétrole brut, de gaz naturel liquéfié et de charbon russes et restreignant les investissements américains dans la plupart des pays russes. sociétés énergétiques, tout en retirant les principales banques russes de SWIFT. À ce jour, les États-Unis et leurs alliés ont directement sanctionné plus de 2,500 sociétés, membres du gouvernement et particuliers russes.

□ **Violer le principe du commerce équitable et imposer des tarifs douaniers à la Chine.** En juillet 2018, les États-Unis ont lancé une guerre commerciale avec la Chine, annonçant un droit de douane de 25 % sur environ 34 milliards de dollars de marchandises importées de Chine ; en août, un droit de douane supplémentaire de 25 % sur 16 milliards de dollars de marchandises chinoises a été annoncé ; et en septembre, les États-Unis ont de nouveau annoncé un droit de douane de 10 % sur 200 milliards de dollars d'importations chinoises. En mai 2019, il a été annoncé que les droits de douane sur les 200 milliards de dollars de marchandises chinoises passeraient de 10 % à 25 % ; en août, il a été annoncé que des droits de douane supplémentaires sur environ 550 milliards de dollars de marchandises chinoises exportées vers les États-Unis seraient relevés, aggravant la guerre commerciale sino-américaine.

**Blocus technologique contre la Chine dans le secteur des semi-conducteurs.** En août 2022, le "CHIPS and Science Act" a été promulgué. La loi, qui prévoit de fournir jusqu'à 52,7 milliards de dollars de subventions gouvernementales à l'industrie américaine des semi-conducteurs, oblige les entreprises de semi-conducteurs qui reçoivent une aide financière fédérale à ne pas se développer de manière substantielle dans des pays comme la Chine. Le gouvernement américain s'est joint au Japon, à la Corée du Sud et au Taïwan chinois pour former la soi-disant « Puce 4 » dans le but de limiter le développement de l'industrie chinoise des semi-conducteurs.

**Utiliser le pouvoir de l'État pour réprimer les entreprises chinoises de haute technologie.**

L'administration précédente des États-Unis a lancé le programme "Clean Network", qui prenait comme excuse la sécurité nationale et la vie privée de ses citoyens, exigeant explicitement l'élimination d'entreprises chinoises telles que Huawei, Baidu et Alibaba sous cinq aspects, à savoir les réseaux de télécommunications, magasins d'applications mobiles, programmes d'applications mobiles, services cloud et câbles sous-marins. Le secrétaire d'État américain de l'époque, Mike Pompeo, et d'autres politiciens américains ont fait pression et contraint d'autres pays et régions à rejoindre l'alliance dite du "Clean Network". De hauts responsables américains ont même intimidé des pays comme Chypre, exigeant qu'ils ne coopèrent pas avec les fournisseurs chinois de 5G, sinon les conséquences seraient graves. Les États-Unis ont mis plus de 1 000 entreprises chinoises,

Sous couvert de démocratie et de droits de l'homme, les États-Unis ont mis en avant les questions concernant Taiwan, Hong Kong, le Xinjiang. La «loi TAIPEI», la «loi sur les droits de l'homme et la démocratie à Hong Kong», la «loi sur la prévention du travail forcé ouïghour» et d'autres projets de loi liés à la Chine ont été produits, et ils sont fermement liés aux questions d'échanges commerciaux et technologiques avec la Chine. Il s'ingère de manière injustifiée dans les affaires intérieures de la Chine et contraint les pays occidentaux à se conformer aux

États-Unis.

Les États-Unis ont mis en avant la soi-disant «théorie des fuites de laboratoire» du coronavirus et n'ont ménagé aucun effort pour salir et stigmatiser la Chine. Au mépris du "Rapport de la mission conjointe OMS-Chine sur la maladie à coronavirus 2019", les États-Unis ont utilisé leurs services de renseignement pour publier la soi-disant évaluation sur les origines du COVID-19. Les États-Unis insistent pour politiser et profiter de la question de la traçabilité de l'origine du virus, jetant une ombre sur la coopération mondiale pour lutter contre la pandémie.

▣ Les États-Unis sanctionnent des entreprises indiennes pour s'être engagées dans le commerce du pétrole avec l'Iran pour la première fois. L'Economic Times indien, le Times of India et d'autres médias ont rapporté que les États-Unis avaient imposé des sanctions à la société de négoce pétrochimique Tibalaji Petrochem basée à Mumbai en octobre 2022, ce qui marque la première fois que les États-Unis ont imposé des sanctions à une société indienne pour s'être engagée dans le commerce du pétrole avec l'Iran. En avril 2023, le ministère indien des Affaires étrangères a annoncé que les gouvernements de l'Inde et de la Malaisie avaient convenu de régler le commerce entre les deux pays en roupies indiennes.

▣ Appliquer une diplomatie coercitive avec des alliés sans pitié. Dans les années 1980, le PIB du Japon était la moitié de celui des États-Unis. Afin d'éliminer la menace économique du Japon, les États-Unis ont forcé le Japon à signer l'"Accord de Plaza" en 1985, forçant le yen à s'apprécier, ce qui a conduit à l'expansion rapide de la bulle économique intérieure du Japon, à l'effondrement de la bulle immobilière et à la stagnation à long terme de l'économie japonaise. En 1986, en réponse à l'essor de l'industrie japonaise des semi-conducteurs, les États-Unis ont forcé le Japon à signer « l'accord américano-japonais sur les semi-conducteurs », ont lancé une « enquête au titre de l'article 301 » contre le Japon et ont imposé des sanctions commerciales sur une variété de produits japonais tels que les semi-conducteurs et les ordinateurs, qui ont miné la compétitivité et le potentiel de l'industrie japonaise des semi-conducteurs, voyant sa part de marché passer de 50 % du marché mondial à environ 10% en 2019.

▣ Démembrer Alstom au moyen d'« otages économiques ». En 2013, les États-Unis ont utilisé le "Foreign Corrupt Practices Act" pour arrêter Frederic Pierucci, un dirigeant d'Alstom, et l'ont persuadé de conclure un accord de plaidoyer afin d'obtenir plus de preuves et d'informations contre Alstom. En 2014, pour faire pression sur Alstom, les autorités américaines avaient arrêté au moins trois autres anciens collègues de Pierucci, utilisant des « otages économiques » comme monnaie d'échange. Sous le lobbying et la pression, Alstom a dû accepter une offre d'achat de General Electric des États-Unis en 2015. Dans son examen, The Economist a déclaré que l'enquête du ministère américain de la Justice avait faussé le processus par lequel

Alstom avait vendu des actifs, créant un avantage pour les États-Unis potentiels. acheteurs.

□ Manier le club tarifaire en Europe et s'immiscer dans la concurrence du marché. En 2018, le gouvernement américain a utilisé l'article 232 du "Trade Expansion Act of 1962" pour imposer des droits de douane allant jusqu'à 25 % et 10 % respectivement sur les produits en acier et en aluminium dans plusieurs pays et régions, y compris l'UE, prétendument au motif de sauvegarde de la sécurité nationale. En janvier 2021, pour améliorer l'avantage concurrentiel de Boeing, les douanes et la protection des frontières américaines ont annoncé des tarifs allant jusqu'à 15 % sur les importations en provenance de France et d'Allemagne, y compris les pièces d'avion, pour une valeur totale de 7,5 milliards de dollars.

□ Ces dernières années, les États-Unis ont ciblé leurs mesures coercitives sur l'industrie des semi-conducteurs, « extorquant » des données confidentielles à de nombreuses sociétés de puces dans le monde et maintenant la domination américaine dans l'industrie des semi-conducteurs. En septembre 2021, le département américain du Commerce a publié un avis obligeant les entreprises de la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs à fournir "volontairement" les informations pertinentes dans les 45 jours, y compris 26 éléments de données essentiels tels que les stocks, la capacité de production, le cycle d'approvisionnement et les informations sur les clients. Dans une interview avec Reuters, la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, a déclaré que si les entreprises refusaient, des instruments tels que le "Defense Production Act" seraient utilisés pour les amener à fournir les données. Les données du site Web du gouvernement américain montrent que sous la pression des États-Unis, en novembre 2021, plus de 70 entreprises, incluant TSMC, UMC, Samsung, SK Hynic et les semi-conducteur japonais de Sony ont l'obligation de faire un rapport au Département américain du Commerce (US Department of Commerce).

□ En plus des sanctions économiques et financières, les États-Unis sont également bons pour s'ingérer, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures d'autres pays en soutenant des guerres par procuration, en incitant à des guerres civiles, en fournissant des armes et des munitions et en formant des forces anti-gouvernementales, etc., pour contrer les pays et régions "désobéissants". Depuis le XXe siècle, sous la bannière de la « démocratie » et de la « liberté », les États-Unis ont promu la « doctrine néo-monroe » en Amérique latine, provoqué des « révolutions colorées » en Eurasie et planifié le « printemps arabe » en Occident. L'Asie et l'Afrique du Nord, engagées dans une "évolution pacifique" dans diverses parties du monde, Depuis 2003, les États-Unis ont joué un rôle dans la "révolution des roses" en Géorgie, la "révolution orange" en Ukraine et la "révolution des tulipes" au Kirghizistan. Le Financial Times



a rapporté que des agences telles que le National Endowment for Democracy des États-Unis et l'Agence américaine pour le développement international ont joué un rôle déterminant dans la conduite de manifestations nationales dans d'autres pays. La cause principale et immédiate de la révolution de couleur est de sauvegarder les intérêts américains tels que l'expansion stratégique et la sécurité énergétique, selon un article du British Open Democracy Network.

□ Selon le chercheur américain Lindsey A. O'Rourke « Covert Regime Change: America's Secret Cold War », les États-Unis ont mené 64 opérations secrètes de changement de régime et six opérations ouvertes de 1947 à 1989. Au cours de la crise haïtienne de 1994, les États-Unis a forcé le gouvernement militaire d'Haïti à abandonner le pouvoir par une invasion à petite échelle. L'administration de l'époque a salué l'action comme un modèle de diplomatie coercitive. En 2003, l'administration Bush a inscrit 30,3 milliards de dollars américains de dépenses militaires supplémentaires pour la diplomatie coercitive. Les États-Unis, bien qu'ils soient si en colère contre l'ingérence extérieure, en sont l'expert, a déclaré The Guardian.

## II. Les États-Unis disposent de nombreux moyens de diplomatie coercitive

□ L'hégémonie du dollar américain est un fondement important de la coercition économique américaine. Le « pétrodollar », le « pouvoir de veto à une voix » des États-Unis au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, et l'échange bilatéral de devises mené par la Réserve fédérale sont autant de manifestations concrètes de l'hégémonie du dollar américain. En tant que monnaie de règlement internationale, le dollar américain représente la majorité du commerce et des investissements mondiaux, permettant aux États-Unis de transmettre les problèmes économiques nationaux à d'autres pays par le biais de l'inflation des exportations et des déficits commerciaux. Les États-Unis contrôlent le pouvoir de fixation des prix des principaux produits de base et ressources mondiaux et peuvent influencer les économies et les finances d'autres pays en contrôlant le taux de change et le taux d'intérêt du dollar américain. En tant que monnaie des sanctions internationales, le dollar américain occupe une position centrale dans le système financier mondial, permettant aux États-Unis de couper les canaux d'approvisionnement et de commerce du dollar d'autres pays et d'imposer des pressions et des sanctions sur d'autres pays en restreignant les canaux de financement et de remise des transactions. Geler des biens, imposer d'énormes amendes et refuser des services financiers sont toutes les ruses habituelles des États-Unis pour imposer un blocus économique et des sanctions financières à d'autres pays en profitant de l'hégémonie du dollar américain.

Le contrôle du commerce est un important moyen de coercition économique des États-Unis. Les États-Unis appliquent diverses formes de contrôle du commerce, y compris des sanctions, des restrictions sur les importations et les exportations, l'imposition de droits de douane, l'élimination des subventions et des quotas, et ont établi diverses listes de contrôle du commerce pour répondre à différents objectifs et objectifs, y compris des listes de nationaux désignés, listes d'entités, listes non vérifiées, listes d'utilisateurs finaux militaires et listes de sanctions de l'industrie. Les États-Unis imposent souvent des tarifs douaniers au mépris du droit international et des règles commerciales internationales, forçant d'autres pays à s'engager dans des négociations commerciales inégales avec eux. Ces dernières années, les États-Unis ont fréquemment restreint les investissements dans les secteurs des télécommunications, des semi-conducteurs, de l'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes au motif de "menace pour la sécurité nationale" incluant toutes entités ou particulier étranger dans la liste du contrôle des exportations, limitant leurs achat de la technologie américaine.

La « juridiction au bras long » est un autre moyen de coercition économique américain couramment utilisé. Les États-Unis ont promulgué des lois nationales telles que la « Foreign Corrupt Practices Act », la « Trading with the Enemy Act », la « Countering America's Adversaries Through Sanctions Act », la « International Emergency Economic Powers Act » et la « Export Control Act », et a concocté une série de décrets exécutifs, imposant directement des sanctions à des pays, des organisations ou des individus spécifiques. Les États-Unis étendent arbitrairement la compétence de leur droit interne, tout en appliquant des règles ambiguës telles que le "principe de contact minimum" et le "principe d'effectivité", abusant des voies nationales d'action judiciaire pour s'engager dans une "compétence au bras long" avec des entités et des individus étrangers .

□ La promotion de la soi-disant démocratie et des droits de l'homme est une ruse courante des États-Unis pour exercer une coercition politique et s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays. Les États-Unis ont longtemps promu les « valeurs américaines » dans le monde entier, mis en avant la « démocratie contre l'autoritarisme », se sont ingérés sans raison dans les affaires intérieures d'autres pays et ont tenté de façonner d'autres pays et l'ordre mondial avec leurs propres valeurs et système politique. Ils interfèrent même avec et renversent le gouvernement légitime d'autres pays afin d'affaiblir les rivaux, de transmettre la crise, de créer le chaos et de saper la stabilité.

Les cibles de la coercition politique américaine sont globales. Qu'il s'agisse d'un adversaire ou d'un allié, d'un pays développé ou en développement, d'une grande entreprise ou d'une petite organisation, la coercition est toujours l'option pour les États-Unis, tant que les États-Unis la considèrent comme rentable et que les cibles ne se plient pas à la volonté. des États-Unis. Les États-Unis, sous la bannière de la « promotion de la démocratie », ont mis en œuvre la « doctrine néo-Monroe » en Amérique latine, provoqué la « révolution de couleur » en Eurasie et planifié le « Printemps arabe » en Asie occidentale et en Afrique du Nord.

Les mesures de coercition politique américaines forment un flot sans fin. Les États-Unis utilisent leurs bases militaires, agences diplomatiques, agences de renseignement, organisations non gouvernementales, organisations médiatiques et autres canaux et ressources en fonction de différentes cibles et situations - collecte d'informations, exercice d'influence, création d'opinions publiques, manipulation d'élections, soutien aux partis d'opposition, etc. de s'immiscer publiquement et secrètement, directement et indirectement, dans les affaires intérieures d'autres pays.

□ Une armée puissante soutient les États-Unis dans la diplomatie coercitive. Les États-Unis utilisent fréquemment la coercition militaire et l'usage gratuit de la force dans les relations internationales. Ces dernières années, le budget militaire annuel moyen des États-Unis a dépassé 700 milliards de dollars, représentant 40 % du total mondial et dépassant la somme des 15 pays suivants réunis. Les États-Unis sont le plus grand exportateur d'armes au monde et comptent souvent sur le trafic d'armes pour augmenter leurs revenus et provoquer des conflits régionaux. Les installations et le personnel militaires américains sont situés dans tous les coins et régions clés du globe. Selon un rapport de 2020 sur les bases militaires américaines à l'étranger, les États-Unis comptent plus de 800 bases militaires dans le monde, avec 173 000 personnes déployées dans 159 pays à travers l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient et au-delà.

Les États-Unis utilisent fréquemment la force militaire pour initier ou participer à des guerres et des conflits de toutes tailles et formes. Entre 1776 et 2019, les États-Unis ont mené près de 400 interventions militaires dans le monde, dont la moitié entre 1950 et 2019, selon le rapport de l'Université Tufts, "Introducing the Military Intervention Project: A New Dataset on US Military Interventions". Après la Seconde Guerre mondiale, les guerres majeures initiées ou lancées par les États-Unis comprennent la guerre de Corée, la guerre du Vietnam, la guerre du Golfe, la guerre du Kosovo, la guerre d'Afghanistan, la guerre d'Irak, la guerre de Libye et la guerre de Syrie. Les guerres par procuration sont une forme courante d'interventions militaires américaines, avec des pays comme l'Ukraine, l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, le Pakistan et le Yémen qui souffrent. Selon les données du projet "Coût de la guerre" du Watson Institute de l'Université Brown, le nombre total de morts -chez les militaires et chez les civils- dûs aux guerres américaines de l'ère post-9/11 dépassent le nombre de 929.000, et au moins 38 millions de personnes déplacées.

□ Les puissances douces de la culture, de la science et de la technologie sont les moyens secrets pour les États-Unis de s'engager dans l'infiltration idéologique et la diplomatie coercitive. Les médias occidentaux dirigés par les États-Unis et les médias sociaux internationaux ont soutenu et soutenu avec force la diplomatie coercitive américaine. Les

États-Unis appliquent un double standard en matière de liberté de la presse et utilisent divers moyens pour salir et réprimer les médias étrangers. Les États-Unis ont abusé de leur hégémonie culturelle, investi massivement dans le secteur des médias, soutenu leur infiltration d'idées dans d'autres pays et mené une propagande incendiaire. De plus, les États-Unis ont l'habitude de fabriquer de fausses informations pour attaquer d'autres pays et de colporter une opinion publique trompeuse à l'échelle mondiale en utilisant une chaîne industrielle construite à dessein.

Les États-Unis utilisent leurs produits culturels pour promouvoir les valeurs américaines. Les films hollywoodiens représentent plus de 70 % des parts de marché mondiales. Les valeurs et le style de vie des États-Unis sont étroitement liés à ses films et programmes télévisés, publications, contenus médiatiques et programmes d'institutions culturelles à but non lucratif financées par le gouvernement, façonnant un espace pour l'opinion publique qui soutient l'hégémonie culturelle américaine. Elle a sérieusement érodé l'indépendance des autres cultures et la diversité des cultures du monde.

Les agences de renseignement américaines ont établi un grand nombre « d'organisations d'infiltration » dans le monde. Diverses fondations et organisations non gouvernementales sont devenues des « intermédiaires » dans l'exportation des valeurs américaines et des « pionniers » dans l'infiltration culturelle. Le National Endowment for Democracy, le Congress for Cultural Freedom et d'autres "organisations d'infiltration" et institutions américaines ont promu les opinions culturelles et politiques américaines dans d'autres pays par le biais d'un soutien financier, de formations, de publications et de conférences, afin d'exporter les valeurs et l'idéologie américaines dans le monde, et de poursuivre l'hégémonie culturelle.

### III. La diplomatie coercitive des États-Unis met en danger le monde entier

□ Déformer le thème sous-jacent de nos temps de paix et de développement. La paix et le développement, thèmes de notre époque, sont la cause commune des peuples de tous les pays du monde. La poursuite de la paix est l'idéal et le souhait éternel de l'humanité, et la mondialisation économique est la condition préalable réaliste de la paix mondiale. Cependant, ces dernières années, sous la direction du concept de "l'Amérique d'abord", l'hégémonie américaine, l'unilatéralisme, le protectionnisme, l'isolationnisme et le nationalisme sont devenus de plus en plus féroces. Les États-Unis, prenant leurs propres intérêts en premier, ne tiennent

pas compte des besoins urgents de paix et de développement de tous les pays du monde. Il tient à manipuler les questions idéologiques, à se livrer à des jeux à somme nulle et à mettre en place diverses « petites cliques » géographiques.

□ Perturber le processus de mondialisation économique et d'intégration économique régionale. S'engageant de plus en plus dans la coercition économique dans le monde, les États-Unis ont sérieusement sapé la mondialisation économique et l'intégration économique régionale, ce qui a entraîné une segmentation artificielle et une fragmentation accrue de l'économie mondiale. Cela a sérieusement renversé le cours de la mondialisation économique. Afin de maintenir leur hégémonie, les États-Unis se retirent du modèle de coopération mondiale formé après la Seconde Guerre mondiale et sont en fait devenus le plus grand perturbateur des règles de la mondialisation. L'OMC a été presque paralysée par l'inaction des États-Unis, et la tendance à la libéralisation et à l'intégration du commerce mondial et de l'investissement a été bloquée et sapée par les États-Unis.

□ Entraver le développement des économies émergentes et des pays en développement représentés par les pays BRICS. Les sanctions économiques et le blocus imposés par les États-Unis à des pays en développement comme le Venezuela, Cuba, le Myanmar et la Syrie ont directement interrompu le processus de développement durable de ces pays. Dans ces pays, la grande majorité des 17 objectifs de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, y compris l'éradication de toutes les formes de pauvreté dans le monde, l'éradication de la faim, la réalisation d'une croissance économique durable, l'industrialisation durable, la réduction d'inégalité au sein des pays et entre les pays, et les villes durables et les établissements humains ont été mis hors de portée par la coercition américaine, et la cause du développement mondial a été à plusieurs reprises frustrée.

□ Intensification des divisions et des antagonismes au sein de la communauté internationale. Afin de maintenir leur hégémonie mondiale et de contenir le développement d'autres pays, les États-Unis tiennent à forcer d'autres pays à rejoindre « l'alliance démocratique » en traçant des lignes idéologiques et en imposant des tarifs. Utilisant la crise ukrainienne, les États-Unis rallient l'Union européenne et d'autres pays développés pour qu'ils se joignent aux sanctions contre la Russie et contraignent les pays en développement à prendre parti. Il contraint les alliés européens à se joindre aux États-Unis pour continuer à imposer des sanctions à l'Iran, ce qui a gravement affecté les moyens de subsistance et le développement économique de l'Iran. Ce que les États-Unis ont fait a intensifié l'antagonisme au sein de la communauté internationale et accru le risque que le monde tombe dans une nouvelle guerre froide.

### Conclusion

Les États-Unis sont l'inventeur et le maître de la diplomatie coercitive. Pendant longtemps, les États-Unis, par divers moyens voyous tels que le blocus économique, les sanctions unilatérales, les menaces militaires, l'isolement politique et le blocus technique, ont présenté au monde des cas d'école de diplomatie coercitive. Comme l'ont souligné des universitaires américains, l'essence de la diplomatie coercitive américaine réside dans l'idée que **" vous êtes soit avec nous, soit contre nous. Les États-Unis doivent diriger, et ses alliés doivent suivre, et les pays qui s'opposent à la suprématie des États-Unis souffrir "**.

Ignorant le fait que les États-Unis eux-mêmes se sont engagés partout dans la diplomatie coercitive, les États-Unis, par intérêt politique, étiquettent volontiers la Chine et d'autres pays avec l'étiquette de diplomatie coercitive. Il convient de souligner qu'une tradition importante de la diplomatie chinoise est de maintenir l'égalité de tous les pays, grands et petits, et de ne jamais diviser le monde en différents groupes ou de s'engager dans la pratique de la coercition et de l'intimidation. De plus, la Chine a toujours pris une position claire contre l'hégémonie, l'unilatéralisme et la diplomatie coercitive. La Chine ne menace jamais d'autres pays par la force. La Chine ne forme jamais de coalition militaire ni n'exporte d'idéologie. La Chine ne fait jamais de provocations à la porte des autres ou ne met jamais la main dans les maisons des autres. La Chine ne mène jamais de guerres commerciales ni n'entrave sans fondement les entreprises étrangères.

La communauté internationale peut facilement dire qui s'adonne à la diplomatie coercitive et qui exerce des pressions sur le monde entier. Ceux qui se livrent à la coercition, aux sanctions, à l'intimidation, à la répression d'autres pays et au chaos dans le monde finiront par se faire du mal. Les États-Unis devraient s'attaquer à leur vieille habitude de diplomatie coercitive gratuite et rétablir un ordre international juste et rationnel dans le monde./.

**18 juin 2023**

**Source :**



Home > MFA News

America's Coercive Diplomacy and Its Harm  
2024-06-04

Contents

Introduction

I.The United States' coercive diplomacy has a notorious record

II.The United States has many means of coercive diplomacy

III.The United States' coercive diplomacy endangers the whole world

Conclusion